



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIERES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada

Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE

Titre du poste :	Conseiller(ère) juridique volontaire en sein de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)
Emplacement :	San-Pédro, CÔTE D'IVOIRE- <i>Le poste amènera le coopérant à voyager dans d'autres régions du pays, notamment à Abidjan.</i>
Durée (coopérant) :	8 mois (possibilité de renouvellement)
Début des fonctions :	Novembre 2015
Langue de travail :	Français
Conditions d'emploi :	Le mandat est de nature volontaire. Par contre, tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par IBCR. Le/la coopérant(e) doit participer à des séances de formation et de préparation avant le départ.

Contexte

Le projet « Protection des enfants, femmes et autres collectivités vulnérables » est mis en œuvre par le consortium formé du Bureau international des droits de l'enfant (IBCR) et d'Avocats sans frontières Canada (ASFC), dans le cadre du Programme de coopération volontaire financé par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada (MAECD). Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités pauvres et marginalisées, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice.

Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)

L'AFJCI est une organisation non gouvernementale ivoirienne, créée en 1984, et engagée dans la défense et la promotion des droits humains, en particulier ceux de la femme et de l'enfant. Sa mission est de lutter pour l'instauration d'une justice égalitaire entre les sexes et améliorer l'accès aux droits et à la justice pour tous(tes) les citoyen(ne)s, et particulièrement les plus vulnérables.

Résumé du poste

Le/la conseiller(ère) juridique appuiera l'équipe de l'AFJCI dans l'assistance juridique et judiciaire de cas de violations des droits humains présentés par les cliniques juridiques devant les tribunaux nationaux et, lorsqu'applicable, devant les instances internationales.

Description du poste

- Réaliser des recherches juridiques sur des cas concrets de violations des droits humains en Côte d'Ivoire, notamment sur les sites où se trouvent les cliniques juridiques (San-Pédro, Guiglo, Man, Bouake, Korhogo et Bondoukou), et en priorité sur les cas de la région de San-Pédro;
- Analyser des dossiers et participer à l'élaboration de stratégies et arguments juridiques;
- Participer à la documentation et la systématisation de cas, incluant l'organisation et la classification de preuves ;
- Assister les équipes de juristes dans la préparation et la mise en œuvre de campagnes d'éducation juridique;
- Participer aux réunions avec les parties impliquées dans les cas identifiés (avocats, Ministère Public, victimes, etc.) ;
- Assister aux audiences des cas identifiés;
- Appuyer le partenaire dans la rédaction de documents soumis aux tribunaux nationaux ou aux instances internationales;
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (entre autres pour le site du consortium IBCR/ASFC);
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications, etc.;
- Réaliser d'autres tâches liées au litige de cas en appui à l'équipe juridique d'AFJCI.

Qualifications requises

- Formation universitaire en droit;
- Connaissances en matière de droit pénal international, de droits humains et de droit international humanitaire;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile ;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Maîtrise du français parlé et écrit ;
- Capacités à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travaillé sous pression etc.) ;
- Capacité à travailler en équipe et à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;

- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Connaissance du système africain des droits humains;
- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en matière de litige dans le système civil et pénal ;
- Maîtrise de l'anglais;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables;
- Expérience de travail en Afrique et de préférence en Afrique de l'Ouest, ou connaissance du contexte social, économique et juridique de pays en développement.

Conditions d'admissibilité

- Être citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e) du Canada;
- Être couvert(e) par l'assurance santé de sa province ou avoir une assurance privée.

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de présentation, curriculum vitae et trois références récentes) en français **au plus tard le 25 août**, par courriel à l'adresse suivante : rh@ibcr.org, ou par télécopieur à : +1.514.932.9453.